

Numéro 86 - 19 décembre 2020

Des stratagèmes pour payer les riches hors de contrôle

L'arrogance du droit de monopole

- K.C. Adams -



- La corruption gouvernementale dépasse les bornes
- La fraude derrière la Subvention salariale d'urgence du Canada

États-Unis

- La majorité des votes du Collège électoral vont à Joe Biden
- La Cour suprême rejette la poursuite du Texas cherchant à invalider les votes dans quatre États
 - *Voice of Revolution* -
- Un discours de guerre civile sur la sécession et la trahison
 - *Kathleen Chandler* -
- Le financement du Pentagone pour la guerre et les armes est adopté, mais non l'aide aux travailleurs en réponse à la COVID-19
 - Dix-neuf faits tragiques sur l'économie de la COVID-19
 - *Bill Quigley* -

L'arrogance du droit de monopole

- K.C. Adams -

Les oligarques mondiaux qui contrôlent l'économie et les gouvernements se sont distribué des milliards de dollars de fonds publics en utilisant comme excuse la pandémie. Au lieu d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux et de mobiliser le peuple pour lutter contre la COVID-19, ils ont détourné les ressources publiques vers leurs propres coffres pour accroître leur fortune et renforcer leurs privilèges de classe et leur contrôle de l'économie.

L'arrogance du droit de monopole est telle que les oligarques proclament ouvertement leur « droit » d'accaparer les richesses produites par les travailleurs et les fonds publics recueillis par l'État.

Alain Bédard, président et chef de la direction du cartel du secteur du transport en Amérique du Nord TFI International, a utilisé la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) pour que le gouvernement fédéral verse 63 millions de dollars à son entreprise. C'est la somme que l'entreprise avait reçue à la fin septembre et elle continuera d'empocher des fonds publics puisque le gouvernement a prolongé le programme de subvention salariale dans la nouvelle année.



Les 63 millions de dollars de fonds publics reçus par la société de Bédard ont rapidement disparu dans les comptes de son cartel, indiscernables dans la masse de revenus bruts annuels de plus d'un milliard de dollars. Malgré la pandémie et l'urgence déclarée par l'État, et avec les fonds publics dans ses coffres, TFI International a versé à ses actionnaires et directeurs quelque 45 millions de dollars en dividendes, racheté des actions pour 9 millions de dollars, distribué 20 millions de dollars en options d'achat aux dirigeants de l'entreprise et, comme insulte à la classe ouvrière, licencié 1 600 travailleurs.

La nouvelle de la continuation des paiements de la SSUC, du versement de dividendes aux actionnaires, du rachat d'actions, de l'offre d'options d'achat d'actions aux administrateurs, de l'augmentation des revenus et bénéfices bruts et du licenciement de 1 600 travailleurs a fait

monter en flèche le cours des actions de TFI à la Bourse de New York, augmentant ainsi la richesse virtuelle de ses propriétaires. Contrairement aux travailleurs licenciés, les cadres dirigeants de l'entreprise et les actionnaires ont tellement profité de la subvention qu'à l'automne le PDG a décidé d'augmenter le versement de dividendes de 12 %.

Des grondements d'insatisfaction ont commencé à se faire entendre dans les médias sociaux quand on a appris que des fonds publics allaient à des entreprises rentables ou que l'argent versé par le gouvernement était tout simplement remis aux propriétaires et aux dirigeants ou utilisé pour racheter des actions afin d'augmenter la valeur des actions. Des reportages ont été publiés indiquant que les fonds publics distribués à des intérêts privés étaient utilisés pour grossir les poches des riches.

Parmi ces derniers, il y a les exploitants de foyers de soins de longue durée Extendicare et Sienna Senior Living. Ces entreprises ont versé à leurs actionnaires 74 millions de dollars sur les 157

millions de dollars de fonds publics qu'elles ont reçus du gouvernement. Pendant ce temps, les travailleurs et les résidents de leurs établissements ont continué de souffrir de la situation horrible dans ces résidences, et le nombre de décès dus à la COVID-19 a atteint 480 au début de l'automne.

Le *Financial Post* a découvert que 68 grandes entreprises ont reçu 1,03 milliard de dollars de la SSUC au cours des deuxième et troisième trimestres de 2020, mais qu'elles ont versé à la même période plus de 5 milliards de dollars en dividendes à leurs investisseurs. Nombre de ces sociétés, comme TFI International, ont mis en place des programmes de rachat d'actions pour racheter des millions de dollars en actions au cours de ces deux trimestres, ont distribué des options d'achat d'actions à leurs dirigeants et ont versé des dividendes importants à leurs actionnaires.

Certains médias et certains économistes ont critiqué le stratagème pour payer les riches qui porte le nom de SSUC, disant qu'il est mal conçu et mal présenté, ce qui le laisse ouvert à la critique. Certains ont fait remarquer que dans d'autres pays, les plans des gouvernements pour payer les salaires des travailleurs à la place des entreprises privées étaient mieux déguisés et moins évidents à travers la corruption. L'économie est maintenant vue ouvertement comme une économie corrompue qui paie les riches, sous le contrôle de l'oligarchie mondiale et en mal d'une nouvelle direction.



Au sujet du stratagème pour payer les riches appelé Subvention salariale d'urgence du Canada, le *Financial Post* cite le professeur Richard Leblanc de l'Université de York qui dit : « Pensez à ce qui se passe : les contribuables subventionnent indirectement les paiements versés aux actionnaires. C'est tout à fait inacceptable. »

Un autre professeur, Michel Magnan, qui enseigne la gouvernance d'entreprise à l'Université Concordia, affirme à propos de ce stratagème particulier pour payer les riches : « Si vous rachetez vos actions, c'est parce que vous n'avez pas besoin de liquidités. Alors si vous n'avez pas besoin de liquidités, pourquoi en recevez-vous ? »

La théorie des riches du ruissellement économique



Outré par les critiques, le PDG de TFI International, Alain Bédard, a déclaré au *Journal de Montréal*, parlant au nom de tous les oligarques : « On n'est pas gênés » de prendre 63 millions de dollars des fonds publics et en même temps de remettre 45 millions de dollars aux actionnaires sous forme de dividendes, de donner 20 millions de dollars en options d'achat d'actions aux dirigeants et d'utiliser 9 millions de dollars pour racheter des actions afin de faire monter le prix de l'action. « Ne pas la prendre [la subvention], ç'aurait été comme de refuser une exemption fiscale, de dire 'nous, on est plus catholiques que le pape'. Il faut quand même être honnête : nous, on est en business pour les actionnaires à servir les clients. »

Beaucoup dans les médias et certains économistes répugnent à critiquer les stratagèmes pour payer les riches et se portent plutôt à la défense de la corruption et du droit de monopole

parce qu'ils ne veulent pas être vus comme discutant d'une alternative. On pourrait penser qu'avec les crises économiques récurrentes et les systèmes flagrants pour payer les riches, certains économistes seraient portés à examiner la situation un peu plus en profondeur et à discuter d'une nouvelle direction et d'un nouveau but pour l'économie, de manière à mettre fin aux crises récurrentes et à la corruption. Mais non, le plus souvent on trouve dans les médias ceux qui reprennent sans vergogne la théorie néolibérale du « ruissellement économique », qui consiste à dire que payer les riches est un moyen de sortir d'une crise. La richesse sociale doit d'abord aller aux riches avant de « ruisseler » en direction de ceux qui la produisent. C'est du moins ce qu'on prétend. Et si les stratagèmes pour payer les riches sous prétexte qu'il y aura des ruissellements pour le peuple sont institués par ceux qui détiennent le pouvoir, comment cela peut-il être de la corruption ? D'ailleurs, disent-ils, il n'y a pas d'autre façon possible.

Pourtant, les rapports dans les médias semblent indiquer que la richesse ne « ruisselle » pas du tout vers le peuple, elle remonte au contraire vers les oligarques mondiaux qui se sont massivement enrichis pendant la pandémie. Le cours des actions des plus grands cartels sur la plupart des marchés boursiers impérialistes a atteint des sommets en 2020, alors que le chômage reste élevé, que la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont d'une ampleur inquiétante et que de nombreuses petites et moyennes entreprises luttent pour leur survie.

La logique sans principe de la fin justifie les moyens

Si on le prend au mot, l'économiste du monde du travail de l'Université de Waterloo Mikal Skuterud pourrait être considéré comme un apologiste du droit de monopole et de la logique sans principe que la fin justifie les moyens. Il a déclaré à CBC News : « L'objectif numéro un [de la SSUC] était de débloquer des fonds pour soutenir l'économie. Dans la mesure où cela n'a pas sauvé d'emplois, mais a aidé à maintenir certaines entreprises à flot – je ne pense pas que ce soit quelque chose qui devrait être critiqué. » En d'autres termes, la fin, qui est que payer les riches pourrait produire quelque chose de bon, justifie la corruption endémique de la SSUC. Skuterud semble admettre que peu d'emplois ont été « sauvés », mais qu'en fin de compte le programme a aidé l'économie, alors c'est un bon résultat qui justifie les moyens corrompus.

S'organiser pour donner une nouvelle direction et un nouveau but à l'économie

Les Canadiens doivent prendre conscience de ce qui se passe et exiger clairement de la classe politique qu'elle *arrête de payer les riches et augmente les investissements dans les programmes sociaux* ! Ceux qui contrôlent le trésor public et l'utilisent pour augmenter leur richesse ne doivent pas pouvoir s'en tirer à bon compte. Cette pratique devrait être illégale, les gouvernements doivent également rendre des comptes pour cette corruption. Une nouvelle direction et un nouveau but pour l'économie au service du peuple et de la société sont non seulement possibles, mais nécessaires et cela commence par l'intensification de la lutte pour arrêter de payer les riches !

La seule façon de sortir de ce gâchis est de développer la mobilisation politique du peuple pour une nouvelle orientation de l'économie et de la politique qui défend les droits de tous et toutes. Il est nécessaire de bâtir le Nouveau de manière pratique pour combattre le monopole des cercles dirigeants sur les prises de décision et l'utilisation de la force.

(Avec des informations de CBC News, Financial Post, Le Journal de Montréal. Photos: LML, SEIU)



La corruption gouvernementale dépasse les bornes

Une enquête de CBC News intitulée « The Big Spend » a révélé que des milliards de dollars d'aide fédérale liée à la pandémie sont allés à des entreprises qui réalisent ce que la CBC appelle des « profits considérables ». Bon nombre d'entreprises qui reçoivent une partie de l'aide de 240 milliards de dollars liée à la pandémie distribuent en même temps des dividendes aux actionnaires, donnent des options d'achat d'actions aux dirigeants et continuent d'exproprier la valeur ajoutée de la nouvelle valeur que produisent leurs travailleurs. Cette corruption flagrante de payer les riches est maintenant considérée comme « normale » et « un droit » de faire des affaires au Canada.

Un reportage de la série porte sur la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). Jusqu'en décembre, 50 milliards de dollars ont été remis à environ 356 000 entreprises par le biais de la SSUC pour payer les salaires de leurs employés. Le programme a été prolongé jusqu'à l'année prochaine et le total des paiements devrait dépasser 100 milliards de dollars. Selon le gouvernement, cet argent était destiné à aider les petits commerces de détail et autres entreprises à conserver l'emploi de leurs travailleurs. Les petits détaillants en particulier risquent de faire faillite car les confinements forcés dus à la COVID-19 les ont durement frappés. Cependant, bon nombre des plus puissants cartels mondiaux l'utilisent comme un stratagème pour payer les riches, créant une arnaque aux proportions inégales.



La majorité des entreprises qui bénéficient de la subvention salariale ne sont pas cotées en bourse et, selon le droit de propriété privée, n'ont pas à publier leurs états financiers. Selon CBC News, il n'y a pratiquement pas d'information accessible au public « sur les entreprises qui ont reçu de l'argent, combien elles en ont reçu ou ce qu'elles en ont fait. Seules les entreprises cotées en bourse doivent divulguer leurs états financiers. »

Sur les milliers qui reçoivent des subventions, CBC News n'a pu identifier que 213 entreprises parce qu'elles sont cotées à la Bourse de Toronto. Ces entreprises ont indiqué avoir reçu des paiements de la SSUC dans leurs documents publics.

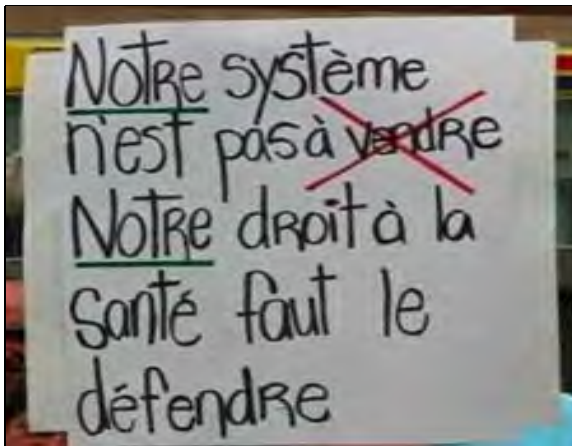
« Même avec leurs états financiers, il est impossible pour des comptables extérieurs à l'entreprise de déterminer combien de travailleurs ont été aidés par la subvention », écrit CBC News qui affirme que le gouvernement Trudeau a été très peu coopérant pour ce qui est d'obtenir des informations détaillées.

Selon les chiffres officiels du gouvernement, qui n'identifient pas les entreprises, un total de 380 entreprises ont reçu plus de 5 millions de dollars chacune en soutien de la SSUC, tandis que près de 3 500 entreprises ont reçu entre 1 et 5 millions de dollars. Le plus grand bénéficiaire de la SSUC parmi ceux qui ont déclaré publiquement leurs états financiers est Air Canada, qui a déclaré jusqu'à présent 492 millions de dollars en subventions salariales. L'Imperiale (Imperial Oil) est la deuxième avec 120 millions de dollars. Le fabricant mondial de pièces automobiles Linamar arrive au troisième rang avec 108,06 millions de dollars. Les 20 principaux bénéficiaires cotés en bourse de fonds provenant de la SSUC qui ont été identifiés par CBC News ont jusqu'à présent reçu une aide gouvernementale totale de 1,693 milliard de dollars. Parmi les entreprises bénéficiaires identifiées, 32 ont reçu plus de 20 millions de dollars chacune.

Cinquante-trois entreprises ont reçu plus de 10 millions de dollars chacune du programme de la SSUC. Ces 53 entreprises ont en même temps, « distribué collectivement près de 2 milliards de dollars aux actionnaires entre avril et septembre ». Au moins sept de ces entreprises ont également

archeté des actions cet été pour augmenter le cours de leurs actions, tandis que d'autres ont distribué des options d'achat d'actions aux dirigeants.

Treize des entreprises identifiées comme recevant des subventions ont augmenté leur revenu net depuis le début de l'année, pendant la pandémie, par rapport à 2019. Ces treize incluent Leon's, qui a reçu 32 millions de dollars de la SSUC et Extendicare qui a empoché 82,2 millions de dollars. Extendicare est l'un des plus grands opérateurs privés et à but lucratif de soins de longue durée et à domicile au Canada, avec plus de 23 000 travailleurs. Extendicare et Sienna Senior Living Inc., une autre société privée de soins de longue durée, ont reçu plus de 157 millions de dollars en argent fédéral et provincial lié à la COVID-19 pour payer les riches. Tout en recevant ces fonds publics, elles ont transféré un total combiné de 74 millions de dollars en dividendes à leurs actionnaires. « Pendant ce temps, rapporte CBC, plus de 480 résidents et employés sont morts de la COVID-19 dans les résidences de soins de ces entreprises en Ontario. »



L'entreprise de services d'entretien d'immeubles GDI, qui a reçu 29,4 millions de dollars de la SSUC, compte plus de 20 000 travailleurs au Canada et aux États-Unis. La société « prospère dans un contexte de demande accrue de services de nettoyage », rapporte CBC News. Le revenu brut de la société a augmenté de plus de 10 % pendant la pandémie, avec un « revenu trimestriel record » en juillet, août et septembre 2020. GDI a déclaré un profit net en hausse de plus de 300 % par rapport à l'année dernière et le cours de ses actions a « atteint un record absolu ». Malgré toutes ces « bonnes

nouvelles », le gouvernement lui a donné près de 30 millions de dollars « pour aider à payer les salaires de ses employés ».

Des milliards de dollars du programme d'aide du gouvernement lié à la pandémie vont aux entreprises dont les profits sont en hausse, malgré le ralentissement économique général et l'effondrement de milliers de petites entreprises, le chômage massif et les problèmes sociaux. Le gouvernement aura versé plus de 100 milliards de dollars aux termes de la SSUC d'ici la fin du programme l'an prochain. Il dit que ce programme est destiné à aider les entreprises qui luttent pour garder les employés sur leur liste de paie, mais refuse de donner des détails spécifiques sur les entreprises et le nombre de travailleurs concernés. CBC News affirme que l'Agence du revenu du Canada, qui administre la SSUC, refuse toujours de divulguer les noms des bénéficiaires du programme et de donner plus de détails, et que la ministre fédérale du Revenu Diane Lebouthillier et la ministre des Finances et vice-première ministre Chrystia Freeland refusent de répondre aux questions au sujet du programme.

Sous prétexte d'aider les travailleurs à conserver leur emploi et à empêcher la faillite des petites entreprises, le gouvernement a distribué des milliards de dollars dans des stratagèmes pour payer les riches tout en gardant les détails secrets. La corruption des gouvernements au Canada dépasse les bornes; ils se livrent à ces pratiques malgré la très grande demande du côté des besoins de la population. Les oligarques mondiaux et leurs intérêts privés décident du scénario à suivre et les gouvernements ne font que l'exécuter. Les médias monopolisés garantissent que le peuple n'entend pas parler de la résistance, il entend seulement parler des luttes intestines des riches pour savoir qui contrôle les institutions de l'État et comment le butin est divisé.

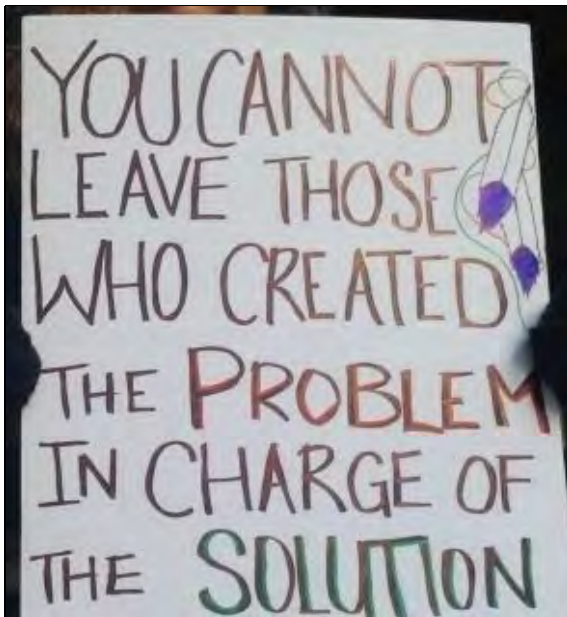
Seuls les travailleurs mobilisés politiquement peuvent mettre fin à la corruption avant qu'elle ne détruise le Canada et le monde entier dans des crises et des guerres sans fin.

(Source : CBC News. Photos : LML, Edmonton Climate Justice)

La fraude derrière la Subvention salariale d'urgence du Canada

L'économiste Michael Smart de l'Université de Toronto a effectué une analyse préliminaire des 50,6 milliards de dollars que le gouvernement fédéral a dépensés jusqu'à présent dans le cadre du programme de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). D'entrée de jeu il affirme : « Il est important de comprendre que ces paiements ne vont pas à des travailleurs individuels. Ils vont aux entreprises. Et je ne crois pas qu'ils permettent de sauver un grand nombre d'emplois. Cela signifie que les paiements deviennent des bénéfices d'entreprise. »

Une enquête de CBC News révèle que beaucoup de grandes entreprises qui ont reçu des millions de dollars dans le cadre de ce programme ont dépensé des sommes considérables pour des éléments non salariaux, tels que le versement de dividendes aux actionnaires, le rachat d'actions, les options d'achat d'actions pour la rémunération des cadres, etc., toutes des choses qui sont permises par la SSUC.



Les entreprises, explique l'économiste, utilisent la subvention pour compenser les salaires versés aux employés. L'argent finit par subventionner tous les employés inscrits sur la liste de paie, et pas seulement ceux qui risquent d'être licenciés en raison de la pandémie. En conséquence, le gouvernement a fini par payer 14 500 dollars par mois aux entreprises pour chaque emploi qui aurait été sauvé sur une période de quatre semaines, soit environ 188 000 dollars par emploi par an. Il est impossible de déterminer exactement combien d'emplois ont réellement été sauvés, car les gouvernements et les entreprises refusent de rendre des comptes. La CBC et d'autres qui se sont penchés sur la question affirment qu'il est impossible d'obtenir des informations des entreprises et du gouvernement sur les emplois spécifiques et le nombre

d'emplois réellement sauvés, car un mur de silence est dressé protège cette information. Même si les programmes et les projets utilisent des fonds publics, les gouvernements qui distribuent l'argent et les oligarques qui le reçoivent brandissent le droit de propriété privée pour maintenir l'affaire secrète et empêcher toute enquête et toute révélation de ce qui se passe réellement.

L'économiste de l'Université de Toronto doute que les emplois qu'on dit avoir « sauvés » avec ce programme, du moins dans les grandes entreprises, auraient disparu sans les subventions. « Le problème est que les paiements de la SSUC sont versés pour tous les travailleurs des entreprises touchées, et pas seulement pour ceux qui risquent de subir des pertes de revenus, écrit-il. La SSUC est donc un moyen très coûteux de protéger les travailleurs vulnérables. La plupart des emplois financés par la SSUC existeraient encore en l'absence de la subvention. »

Comme preuve que la SSUC a peu d'impact sur l'emploi, l'économiste a analysé l'impact de la réduction des taux de subvention qui a commencé en septembre, mais qui a ensuite été arrêtée. « Alors que les réformes de septembre ont entraîné une baisse substantielle de la subvention moyenne par travailleur, écrit-il, il n'y a pas eu de chute importante du nombre d'entreprises candidates ou de travailleurs soutenus. Ces éléments laissent croire que la subvention ne permet pas en fait de sauver beaucoup d'emplois et que le coût par emploi sauvé est donc élevé. »

L'auteur soutient que « si les subventions jouent un rôle important dans la prévention des pertes d'emploi, alors les réductions de septembre auraient dû entraîner une augmentation des licenciements dans les entreprises aidées, et une diminution du nombre de travailleurs aidés par le programme à partir de septembre. Mais ce n'est pas ce que démontrent les données agrégées. »

Son étude des réformes de septembre révèle qu'une augmentation de 10 % du taux de subvention n'entraîne qu'une augmentation de 1,1 % de l'emploi dans les entreprises touchées. Comme l'impact estimé de la subvention sur l'emploi est faible, la plupart des emplois subventionnés par la SSUC existeraient encore si le taux de subvention était encore réduit.

Il reproche ensuite au gouvernement « d'avoir cessé ces réformes, gelé les taux de subvention et prolongé le programme en 2021. La décision d'arrêter les réformes de septembre était une erreur et une suppression progressive des subventions devrait recommencer maintenant. »

Avec la prolongation jusqu'à l'année prochaine, « la SSUC est maintenant la plus grande composante de la réponse d'Ottawa à la pandémie, devançant même la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et ses successeurs. [...] La SSUC est une subvention pouvant aller jusqu'à 75 % des dépenses salariales admissibles de pratiquement toutes les entreprises canadiennes qui ont connu une baisse de leurs revenus depuis le début de l'année 2020. En vertu de ce programme, plus de 50 milliards de dollars ont été versés à 350 000 entreprises différentes jusqu'à présent, et les dépenses actuelles tournent autour de 1,2 milliard de dollars par semaine. »

Il convient de noter qu'une « baisse de revenus » peut s'appliquer à une filiale d'une grande entreprise ou même un département alors que le reste de l'entreprise continue de fonctionner et d'exproprier la valeur ajoutée de la valeur produite par ses travailleurs.

Michael Smart écrit : « Si les fonds de la SSUC ne permettent pas de sauver beaucoup d'emplois, cela signifie qu'ils finissent par se retrouver dans les bénéfices de l'entreprise. [...] Nous avons appris qu'un grand détaillant a en fait utilisé ses paiements de la SSUC pour financer le versement d'un dividende spécial aux actionnaires cette année. » L'économiste fait référence à un article paru le 23 novembre dans le *Toronto Star* qui titrait : « Leon's a reçu près de 30 millions de dollars en subventions gouvernementales – maintenant il affiche des profits records et augmente le montant qu'il verse aux actionnaires. »

L'évaluation de la SSUC que fait l'économiste de l'Université de Toronto est qu'« elle n'a pas ciblé les emplois les plus menacés pendant le confinement ». C'est le moins qu'on puisse dire.

(L'analyse complète de Michael Smart est disponible sur le site [Finances of the Nation](#). L'article de CBC News se trouve [ici](#))

États-Unis

La majorité des votes du Collège électoral vont à Joe Biden

Les grands électeurs certifiés par les responsables des élections de chaque État et approuvés par le gouverneur se sont réunis le 14 décembre pour voter pour le président et le vice-président.

Actuellement, tous les États désignent les grands électeurs en fonction des votes exprimés, sauf le Maine et le Nebraska qui donnent le vote de tous les grands électeurs au candidat qui a obtenu la majorité relative et non la majorité absolue. Pour cette élection, il y avait 535 grands électeurs, et 306 votes sont allés à Joe Biden et 232 à Donald Trump.

Après le vote, Joe Biden a déclaré : « La flamme de la démocratie a été allumée il y a longtemps dans ce pays. Et nous savons désormais que rien – ni même une pandémie ou un abus de pouvoir – ne peut éteindre cette flamme ». Faisant référence à la poursuite judiciaire du Texas qui appelle à l'annulation du vote dans quatre États et qui a été rejetée par la Cour suprême le 11 décembre, il a ajouté : « C'est une position extrême que nous n'avons jamais vue auparavant. Une position qui a refusé de respecter la volonté du peuple, de respecter l'état de droit et d'honorer notre Constitution. »



Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, l'un des principaux hommes de main de Donald Trump, qui a également souligné l'importance de défendre les arrangements existants, a déclaré : « Notre système de gouvernement dispose de processus pour déterminer qui sera assermenté le 20 janvier. » Il a ajouté que « le Collège électoral s'est prononcé. Alors aujourd'hui, je tiens à féliciter le président élu Joe Biden. » Il ne l'avait pas fait jusque-là. Après la décision de la Cour suprême de rejeter la poursuite du Texas, Trump a gazouillé : « Nous venons juste de commencer à nous battre ». Il n'a pas concédé la victoire à Biden jusqu'à présent.

Au Michigan, un État où Trump avait tenté de faire annuler le vote et avait appelé les dirigeants républicains de la Chambre et du Sénat à présenter une liste de grands électeurs en sa faveur, les deux ont plutôt parlé de maintenir les arrangements existants. Le président de la Chambre, Lee Chatfield, a déclaré qu'il « ne peut pas imaginer risquer nos normes, traditions et institutions pour adopter une résolution modifiant rétroactivement les grands électeurs en faveur de Trump. » Il a ajouté que si la Chambre du Michigan devait former une nouvelle liste de grands électeurs, « je crains que nous perdions notre pays pour toujours. Cela entraînerait vraiment une destruction mutuelle garantie pour chaque élection future en ce qui concerne le Collège électoral. »

Il est évident que l'on craint de plus en plus que les conflits persistants représentés par le refus de Trump de concéder n'aient pas seulement semé le doute sur l'élection, mais qu'ils minent encore davantage les arrangements constitutionnels existants qui garantissent le pouvoir des oligarques. Face au dysfonctionnement de ces arrangements, aux conflits frôlant la guerre civile violente, le respect de la Constitution – qui n'a pas empêché la dernière guerre civile – demeure la seule solution proposée.

Le Congrès doit encore accepter le vote du Collège électoral. Le Sénat et la Chambre des représentants se réunissent le 6 janvier lors d'une session conjointe présidée par le vice-président Pence, en tant que président du Sénat. Il est chargé de compter les votes du Collège électoral de chaque État. Si au moins un membre de chaque chambre s'oppose par écrit aux votes électoraux d'un État en particulier, la Chambre et le Sénat se réunissent séparément pour débattre de la question. Les deux chambres doivent voter un appui à l'objection, sinon les votes sont comptés comme prévu par l'État. En cas d'égalité, le vote certifié par le gouverneur de l'État décide du résultat.

Les républicains de Géorgie se sont réunis le 14 décembre et ont élu une liste de grands électeurs en faveur de Trump, bien que le gouverneur ait certifié la victoire de Biden et que les votes du Collège électoral soient allés à Biden. Les républicains n'ont pas encore envoyé leur propre liste de grands électeurs au Congrès, mais ils pourraient le faire. D'autres membres individuels, tels que ceux qui appuient la poursuite au Texas, pourraient également s'y opposer. Jusqu'à présent, aucun sénateur ne s'est manifesté et McConnell les a exhortés à ne pas le faire, tentant d'éviter un vote qui pourrait diviser davantage les républicains. Au moins quatre sénateurs républicains ont déclaré qu'ils

s'opposeraient à une telle initiative : Patrick J. Toomey de la Pennsylvanie, Susan Collins du Maine, Lisa Murkowski de l'Alaska et Mitt Romney de l'Utah. Cela suffirait à bloquer tout effort visant à renverser les résultats du Collège électoral. Compte tenu de tout cela, Trump est plus susceptible de poursuivre d'autres avenues, bien que ses partisans puissent persister dans cette même voie.

La Cour suprême rejette la poursuite du Texas cherchant à invalider les votes dans quatre États

- Voice of Revolution -

Le procureur général de l'État du Texas Ken Paxton a entamé une poursuite le 7 décembre, directement à la Cour suprême, dans laquelle il demande à la cour d'invalider les élections en Géorgie, au Michigan, en Pennsylvanie et au Wisconsin, ce qui pourrait placer Joe Biden en dessous du seuil des 270 votes requis au Collège électoral pour remporter l'élection. La poursuite demande à la cour de rejeter les votes enregistrés et de plutôt laisser la législature de chaque État décider de la liste des grands électeurs au Collège électoral. La Cour a rejeté la requête le 11 décembre.

Contrairement aux plus de 50 autres poursuites intentées sans succès par Donald Trump et ses alliés alléguant une fraude, Donald Trump a tenté d'en faire une question constitutionnelle, ce qui relève de la compétence de la Cour suprême. Comme le cas concernait une dispute entre des États, il pouvait passer outre aux tribunaux inférieurs et être adressé directement à la Cour suprême.

La poursuite indiquait : « La question constitutionnelle n'est pas si les électeurs ont commis une fraude, mais si les représentants de l'État ont violé la loi en assouplissant systématiquement les mesures assurant l'intégrité du vote au point de rendre la fraude indétectable. » Selon la requête, il n'était pas nécessaire de prouver qu'une fraude a été commise, « il est uniquement nécessaire de démontrer que les élections dans les États défendeurs ont dévié matériellement de la 'manière' de choisir les grands électeurs établis par leurs législatures d'État respectives ».

Il faut noter que les changements effectués dans les quatre États, tels que l'expansion des votes par la poste, ont été aussi effectués au Texas et dans la plupart des États du pays. En plus, la poursuite concernait uniquement l'élection présidentielle et non l'élection du Congrès et les élections d'État, bien que chaque électeur reçoive un seul bulletin de vote pour toutes ces élections. L'argument présenté est intéressé et irrationnel et vise à entraîner tout le monde dans un débat irrationnel. Il est impossible de réfléchir à une solution rationnelle qui favorise le peuple lorsque toutes sortes de divisions, entre les États, entre les États et le gouvernement fédéral, et au sein de l'électorat, sont fomentées.

Alors que les autres poursuites alléguaient des fraudes dans des États en particulier, la poursuite du Texas a directement servi à dresser des groupes d'États les uns contre les autres. Les procureurs généraux de 17 autres États s'y sont joints, dont la moitié sont des États du sud[1]. En plus, 126 des 196 républicains de la Chambre des représentants ont aussi déposé un mémoire en appui à la poursuite.

Les quatre États visés, la Géorgie, la Pennsylvanie, le Michigan et le Wisconsin, ont tous contesté la poursuite. Les procureurs généraux de 20 autres États et du District de Columbia ont déposé un mémoire en appui aux quatre États. Il s'agit de la Caroline du Nord, la Virginie, la Californie et l'État de New York[2]. Le procureur général du Connecticut William Tong a dit : « Il s'agit ni plus ni moins d'une tentative de coup juridique qui risque de détruire l'union. Cette poursuite va sans doute échouer parce qu'elle est une disgrâce pour le système judiciaire qui ne repose sur aucun fait. Cependant, avant d'échouer, elle va causer un dommage immense et durable à la profession

juridique et à la communauté des procureurs généraux... »

La Pennsylvanie a écrit : « La cour ne doit pas entériner cet abus séditieux du processus judiciaire et doit envoyer un signal clair et sans équivoque qu'un tel abus ne doit jamais se reproduire. » Le gouverneur républicain et le procureur général de la Géorgie, qui ont fait face à des menaces et à un harcèlement de la part de Trump et de ses forces, ont dit que la Géorgie a fait « ce que la Constitution lui donne le pouvoir de faire ».

Le sénateur républicain du Texas John Cornyn a rejeté la poursuite en disant qu'il ne comprend pas pourquoi le Texas essaie de dicter comment les autres États doivent tenir leurs élections.

Le procureur général républicain de l'Ohio a refusé d'appuyer la poursuite et les gouverneurs républicains de l'Utah et du Wyoming ont fait de même. Le gouverneur du Wyoming, où Trump a remporté 70 % des votes enregistrés, a dit que lui-même et son procureur général « croient que cette affaire pourrait avoir des conséquences inattendues en ce qui concerne le principe constitutionnel que l'État du Wyoming chérit, que les États sont souverains et libres de se gouverner eux-mêmes ».

Cette affaire soulève le rôle des États, de leurs lois électorales, de leurs législatures, des électeurs du Collège électoral et du gouvernement fédéral, et les représentants élus des deux camps prétendent que la Constitution est de leur côté. Aussi, les procureurs généraux, qui ont pourtant fait le serment de soutenir la Constitution et les lois de l'État, se font concurrence avec des arguments souvent irrationnels qui remettent en question les lois qu'ils ont juré soutenir. Leur propre système judiciaire est en désarroi et menace de « détruire l'union ».

Le 11 décembre, la Cour suprême n'a pas permis que la requête soit déposée, disant qu'il n'est pas de la compétence du Texas de contester la loi électorale d'autres États. Le juge Alito, appuyé par le juge Thomas, a soulevé une question technique, disant que la poursuite pouvait être déposée, mais que la Cour n'allait pas accepter de l'entendre. « Je n'accorderais pas d'autre réparation et je n'exprime aucun point de vue sur quelque autre question », a-t-il dit.

Donald Trump a dit ceci en appui à la requête du Texas : « C'est celui qui compte. Notre pays a besoin d'une victoire » et « Nous allons bientôt apprendre ce que signifie le mot 'courage' et sauver notre pays ». À la suite du jugement, il a condamné la Cour suprême et dit : « Pas de sagesse. Pas de courage ».

Auparavant, le 8 décembre, la Cour suprême avait émis un autre jugement dans lequel elle refusait d'accorder une mesure injonctive pour l'une des poursuites de Trump en Pennsylvanie. Cette poursuite, qui demandait elle aussi que la législature de l'État décide de la liste des grands électeurs, avait été rejetée par la Cour suprême de la Pennsylvanie. Il est rare que la Cour suprême des États-Unis intervienne sur un jugement de la cour d'un État sur une loi de l'État.

La persistance de Trump à réclamer une intervention fédérale dans des élections qui reposent sur les États est une indication de la restructuration des élections que lui-même et ses alliés cherchent à accomplir. Les poursuites, même lorsqu'elles sont rejetées, sont un moyen de promouvoir le besoin d'un plus grand contrôle fédéral sur les élections, y compris sur la façon d'enregistrer, de compter et de certifier les votes.

Trump et ses alliés poursuivent leurs efforts pour s'investir du pouvoir de la présidence. Cela comprend les menaces de violence contre les représentants des États, républicains et démocrates. Trump est aussi en position de fomenter la violence en ayant recours aux milices armées pour attaquer le peuple et essayer de justifier une déclaration d'urgence nationale avant l'assermentation de Joe Biden le 20 janvier. Déjà, les « Proud Boys », une de ces milices, ont déchiré et brûlé des bannières de Black Lives Matter dans des églises afro-américaines de Washington. Les membres des milices y sillonnent les rues et attaquent les résidents sans être inquiétés par la police. Les masses de gens qui se sont dressés pour la justice et l'égalité et la défense du droit de vote

continuent d'être prêtes à agir si Trump fomenté encore plus de violence ou refuse de quitter la Maison-Blanche. Des manifestations dans plusieurs villes sont déjà prévues pour le 31 décembre et le 20 janvier.

Voice of Revolution est une publication de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis.

Notes

1. Les procureurs généraux des États suivants appuient la poursuite du Texas : Alabama, Arkansas, Floride, Indiana, Kansas, Louisiane, Mississippi, Missouri, Montana, Nebraska, Dakota du Nord, Oklahoma, Caroline du Sud, Dakota du Sud, Tennessee, Utah et la Virginie-Occidentale.

2. Les procureurs généraux des États suivants s'opposent à la poursuite du Texas : Californie, Connecticut, Colorado, Delaware, Hawaii, Illinois, Maine, Maryland, Massachusetts, Minnesota, Nevada, New Jersey, Nouveau-Mexique, New York, Caroline du Nord, Oregon, Rhode Island, Vermont, Virginie et Washington, District de Columbia.

Un discours de guerre civile sur la sécession et la trahison

- Kathleen Chandler -

La Guerre civile américaine s'est terminée officiellement il y a 155 ans. Pourtant, un discours de guerre civile mentionnant la sécession et la trahison est devenu chose commune. La poursuite du Texas qui a demandé à la Cour suprême d'annuler les votes présidentiels en Géorgie, au Michigan, en Pennsylvanie et au Wisconsin a dressé des groupes d'États les uns contre les autres, 17 en faveur et 20 contre, et les deux côtés disent défendre la Constitution.

Lorsqu'il a entendu le jugement de la Cour suprême contre la poursuite du Texas, le chef des républicains du Texas a dit : « Peut-être que les États respectueux des lois devraient s'allier et former une Union d'États qui respecteraient la Constitution. » Opposé à la poursuite, le procureur général de l'État a dit qu'elle « risque de détruire l'union » et qu'elle constituait un « abus séditieux du processus judiciaire ».

Le représentant du New Jersey Bill Pascrell a envoyé une lettre à la présidente de la Chambre Nancy Pelosi le 11 décembre dans laquelle il traite de traîtres les 126 représentants républicains de la Chambre qui ont appuyé la requête du Texas. Il a gazouillé : « Je demande aujourd'hui aux leaders de la Chambre de refuser que siège tout membre qui essaie de renverser l'élection et de faire de Donald Trump un dictateur non élu. » Citant un amendement de la Guerre civile (section 3 du 14^e amendement), il a dit que « le texte du 14^e amendement interdit expressément aux membres du Congrès de s'engager dans une rébellion contre les États-Unis ». Cet amendement a été écrit « pour empêcher la destruction des États-Unis de l'extérieur et de l'intérieur », a-t-il dit^[1], ajoutant que le fait de refuser un siège à ces 126 membres « nettoierait notre gouvernement de tous les traîtres et de tous les autres qui cherchent à détruire l'union ». Une pétition circule largement en ce moment qui appelle les gens à demander à Nancy Pelosi de ne pas laisser siéger ces représentants.

Pelosi n'a pas répondu directement. Cependant, dans une lettre à ses collègues du 11 décembre, elle a parlé des 126 républicains de la Chambre et dit que la poursuite du Texas « viole les principes qui sont enchâssés dans notre démocratie américaine ». Elle a évoqué la déclaration de la Pennsylvanie au sujet d'un « abus séditieux du processus judiciaire » et a conclu sa lettre en disant : « En tant que membres du Congrès, nous faisons le serment solennel d'appuyer et de défendre la Constitution. Les républicains subvertissent la Constitution par leur assaut irresponsable et vain contre notre démocratie qui menace d'éroder sérieusement la confiance du public dans nos institutions démocratiques les plus sacrées. »

Ce même discours des deux côtés de la dispute montre en fait que la Constitution n'a que peu d'autorité en ce qui concerne la résolution des disputes. Les deux côtés prétendent s'appuyer sur la Constitution. La facilité avec laquelle ils se lancent des accusations de sécession et de trahison ou affirment « défendre les institutions sacrées » montre qu'ils perdent la tête et le sens des réalités.

Si les « institutions démocratiques sacrées », notamment le Congrès et les élections, permettaient de résoudre les disputes comme c'était prévu quand elles ont été conçues, personne ne lancerait des appels aux milices armées de voyous ou ne demanderait à la Cour suprême d'intervenir dans les affaires des États ou ne lancerait des appels à la sécession ou à former une nouvelle union pour « nettoyer le Congrès des traîtres ».

Ces institutions ne s'accordent pas aux conditions d'aujourd'hui où les conflits entre les intérêts privés cherchant à tirer profit des stratagèmes pour payer les riches sont infinis et ne répondent pas aux besoins de notre époque d'investir le peuple du pouvoir souverain.

Même si Trump quitte ses fonctions, ce qu'il n'a pas encore accepté de faire, les conflits entre les factions dominantes tendent vers une guerre civile violente ouverte. L'élection de Joe Biden n'éliminera pas ces conflits. Son ordre du jour est tout aussi dicté par l'oligarchie financière dirigeante qui cherche à dominer, et non à tolérer, les limitations à son pouvoir qui sont posées par différents niveaux d'autorité, les niveaux fédéral, étatique, municipal et autres. Cela comprend aussi les expressions de souveraineté nationale de pays qui refusent de se soumettre aux intérêts privés étrangers, particulièrement à ceux des États-Unis. Bien que Biden et ceux qui s'alignent derrière lui s'expriment d'une manière différente que Trump en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'ordre du jour de l'impérialisme américain, leur façon de faire se heurtera avec encore plus de force aux revendications de la classe ouvrière et du peuple des États-Unis et des peuples du monde. La subordination des besoins sociaux aux demandes de l'économie de guerre parasitaire est déjà évidente dans le fait que le Congrès a adopté à une écrasante majorité le financement du Pentagone de 740 milliards de dollars pour la guerre et les armes, alors qu'il n'a pas adopté les mesures d'aide relatives à la COVID-19 et persiste à menacer de fermer le gouvernement le 21 décembre.

Le déshonneur que cette élection a apporté aux « institutions démocratiques des États-Unis », comme les appelle Nancy Pelosi, donnera certainement lieu à des appels à des réformes électorales pourvu qu'elles ne servent pas à investir le peuple du pouvoir et servent au contraire à renforcer le pouvoir des riches en établissant un plus grand contrôle fédéral sur le processus électoral. Les réformes pourraient comprendre un vote direct pour la position de président et l'élimination du Collège électoral. La plupart des poursuites de Donald Trump s'attaquent au système électoral actuel qui repose sur les États, notamment la façon dont les électeurs du Collège électoral sont choisis et qui a le pouvoir de décider dans le cas de disputes. Des représentants de la Géorgie, de la Pennsylvanie, de l'Arizona et d'ailleurs réclament eux aussi des changements aux lois électorales. Tous ces changements sont proposés au nom de la préservation de nos « institutions démocratiques sacrées », de la « démocratie » et du « rétablissement de la confiance du public ».



Seul le peuple, en s'organisant politiquement sur la base de son propre ordre du jour, peut donner naissance aux changements qui lui confèrent le pouvoir décisionnel du début à la fin. Cela comprend des assemblées populaires pour décider des politiques et présenter les réclamations que

les gens sont en droit de faire en tant qu'êtres humains et la sélection des représentants parmi nos pairs afin que tous soient sur un pied d'égalité et aient la même information sur les problèmes et les solutions.

Il y a longtemps que le public a perdu confiance dans les élections parce qu'il considère que ce sont les élections des riches, par les riches et pour les riches. La solution n'est pas de restaurer la confiance dans les institutions dysfonctionnelles, mais d'en bâtir de nouvelles. L'avenir se bâtit en développant les collectifs et les organisations dans lesquels les membres sont égaux et prennent les décisions ensemble, les mettent en oeuvre et assument ensemble la responsabilité des résultats.

Partout aux États-Unis, les travailleurs, les femmes et les jeunes de toutes les origines nationales et de tous les milieux poursuivent leurs efforts à s'unir dans l'intérêt du peuple. Les luttes pour les droits sont des luttes pour le pouvoir, ce qui est le problème principal posé et à résoudre, lequel comprend la demande de pouvoir décisionnel et d'un contrôle sur la police, les budgets et les services de santé.

Note

1. Amendement 14, section 3 :

« Nul ne sera sénateur ou représentant au Congrès, ou électeur des président et vice-président, ni n'occupera aucune charge civile ou militaire du gouvernement des États-Unis ou de l'un quelconque des États, qui après avoir prêté serment, comme membre du Congrès, ou fonctionnaire des États-Unis, ou membre d'une législature d'État, ou fonctionnaire exécutif ou judiciaire d'un État, de défendre la Constitution des États-Unis, aura pris part à une insurrection ou à une rébellion contre eux, ou donné aide ou secours à leurs ennemis. Mais le Congrès pourra, par un vote des deux tiers de chaque Chambre, lever cette incapacité. »

Le financement du Pentagone pour la guerre et les armes est adopté, mais non l'aide aux travailleurs en réponse à la COVID-19

Le 11 décembre, le Congrès a adopté à très forte majorité un budget 740,5 milliards \$ pour le Pentagone, ses armes et ses guerres. C'est pour un an seulement. Le vote à la Chambre des représentants pour la *Loi sur l'autorisation de la défense nationale* (NDAA) a été 335-78 et au Sénat 84-13. Les deux suffisent à la majorité des deux tiers, nécessaire pour annuler une menace de veto du président Trump. Il dispose de dix jours (les dimanches non compris), c'est-à-dire avant le 23 décembre, pour mettre son veto, la signer ou lui permettre de devenir loi sans sa signature.

Le sénateur Jim Inhofe de l'Oklahoma et président de la Commission des services armés du Sénat a clairement exprimé la position proguerre du

Congrès en ce qui concerne les fonds publics : « Il y a une raison pour laquelle ce projet de loi est adopté chaque année depuis 59 ans : c'est le plus important projet de loi que nous ferons toute l'année. » Les choses sont différentes pour l'aide en réponse à la COVID-19.

Selon Jim Inhofe, et le vote au Congrès plus généralement, c'est le financement du Pentagone « qui



rend notre pays plus sûr et qui soutient nos troupes qui le défendent ». Le peuple, avec ses nombreuses et vastes manifestations, a fait valoir que la sécurité ne reposait pas sur l'usage de la force et de la violence, à l'étranger ou au pays. L'affirmation des droits du peuple, y compris le droit à la santé, au logement, à l'emploi, à la sécurité et à la paix, est ce qui rend le pays et le monde plus sûrs et non les troupes et les armes.

Les États-Unis ont de loin le plus gros budget militaire de la planète, plus que les 10 pays suivants réunis. Lorsque le financement comprend celui de la sécurité intérieure, des services de police et de l'incarcération, il représente environ 64,5 % de tous les fonds discrétionnaires fédéraux. Diverses sources supplémentaires de fonds pour la guerre dans le budget général portent les fonds du Pentagone à plus de 1 billion \$ chaque année.

Le vote du Congrès reflète l'économie de guerre et le gouvernement de guerre des États-Unis, que le président protège nécessairement. Joe Biden le fera, tout comme Barack Obama, George Bush et les autres l'ont fait avant lui. C'est une économie et un gouvernement qui garantissent le financement de la guerre, des agressions et ingérences de toutes sortes à l'étranger, la police militarisée et la violence dans le pays, tandis que le bien-être de la population est laissé au hasard.

La menace horrible de la fermeture du gouvernement toujours présente



Le 18 décembre le Congrès a adopté une mesure provisoire de deux jours qui prolonge la menace d'une fermeture complète du gouvernement jusqu'au lundi 21 décembre, mais on ne sait pas encore si un accord sera conclu le dimanche 20 décembre pour le projet de loi omnibus sur le budget ou pour tout financement de l'aide liée à la COVID-19.

Le Congrès a adopté la National Defense Authorization Act (NDAA) pour le Pentagone, mais il n'a pas adopté le budget global ni aucune aide pour répondre à la COVID-19. Au lieu de cela, un autre budget provisoire a été adopté pour fournir un financement gouvernemental jusqu'au 18 décembre, maintenant jusqu'au 21 décembre. Bien que cela ait évité la fermeture du gouvernement le 11 décembre, et encore le 18 décembre, cela n'a rien fait pour apaiser les craintes et l'anxiété des gens concernant leurs emplois, sans parler du financement des secours contre la COVID-19. Cela comprend la priorisation des fonds pour les personnes, comme des soins de santé gratuits pour tous dans le besoin, des équipements de protection individuelle (ÉPI) gratuits, des tests et d'autres aspects.

Les actions des travailleurs de la santé et d'autres travailleurs de première ligne et de nombreuses organisations communautaires ont également mis de l'avant la revendication d'un budget qui garantit les droits humains fondamentaux et non le contrôle policier et davantage de stratagèmes pour payer les riches en faveur des monopoles géants. Si le budget devait être décidé par le peuple, il ne fait aucun doute que le financement du Pentagone serait considérablement réduit, que les

programmes pour payer les riches cesseraient et que le financement des services sociaux augmenterait.

Les 300 milliards de dollars nécessaires pour garantir les chèques de 1 200 \$ émis précédemment pour la plupart des adultes, ce qui est un financement très insuffisant, pourraient être financés même avec la moitié seulement du budget du Pentagone. Plusieurs autres pays fournissent des chèques mensuels couvrant jusqu'à 80 à 90 % des salaires. Des revendications sont également mises de l'avant pour garantir que toutes les personnes dans le besoin, y compris les millions d'immigrants sans papiers et leurs enfants, soient incluses dans les paiements en espèces.

Avec une économie aussi riche que celle des États-Unis, le problème n'est pas un manque de fonds, mais la direction du pays basée sur une économie de guerre et un gouvernement de guerre. C'est le contrôle privé de la richesse produite par les travailleurs par une poignée d'oligarques pour leurs propres intérêts privés. En effet, les 651 milliardaires du pays ont gagné tellement de richesse juste pendant la pandémie de coronavirus qu'ils pourraient payer intégralement un chèque de relance unique de 3 000 \$ pour chaque enfant, femme et homme aux États-Unis – et seraient toujours plus riches qu'ils ne l'étaient avant la crise.



Refusant de s'attaquer à cette réalité de la propriété privée intéressée et de leur économie de guerre, les élus accentuent les menaces qu'aucun secours ou budget ne sera adopté le 18 décembre, malgré la flambée des cas et des décès de la COVID-19, maintenant plus de 300 000, et les hôpitaux bondés et incapables de pourvoir aux patients ou aux travailleurs. C'est un crime.

La prise de décision doit être entre les mains du peuple. Les représentants élus doivent se retirer ou rejoindre le peuple alors qu'il s'organise pour son droit de gouverner et de décider.

(Photos : LML, VOR, California Nurses Assn)

Dix-neuf faits tragiques sur l'économie de la COVID-19

- Bill Quigley -

Enough is Enough - #StimulusChecksOrStrike

- Suspend rent
- Suspend mortgage payments
- Emergency M4A
- \$600/wk Unemployment
- \$2000/month UBI
- Cancel student loan debt
- Cancel medical debt
- Cover sm business payroll

87 millions

87 millions de travailleurs perdront un congé de maladie COVID mandaté par le gouvernement fédéral à la fin du mois de décembre à moins que le Congrès n'agisse pour prolonger la loi.

50 millions

50 millions de personnes sont aujourd'hui confrontées à la faim au moins une fois par mois, dont 1 enfant sur 4. Le taux d'adultes qui n'ont parfois ou souvent pas assez à manger est le double dans les foyers noirs et latinos, selon *Associated Press*.

30 millions

30 millions de personnes sont menacées d'expulsion au 31 décembre 2020, date à laquelle le moratoire actuel sur les expulsions des Centres de contrôle des maladies prend fin. Il y a eu une augmentation de 70 % du nombre de personnes qui paient leur loyer par carte de crédit.

16 millions

16 millions de chômeurs ont déjà perdu ou perdront leurs allocations de chômage fédérales d'ici le 26 décembre 2020. 4,4 millions de personnes ont déjà épuisé leurs allocations fédérales et 12 millions de personnes supplémentaires risquent de perdre leurs allocations de chômage d'ici le 26 décembre 2020 à moins que le Congrès n'adopte de nouvelles lois, selon la Century Foundation.

12 millions

Pas moins de 12 millions de personnes qui avaient droit au chèque de relance de 1 200 \$ ne l'ont jamais reçu.

10 millions

Deux grands cabinets d'avocats nationaux et plusieurs chaînes nationales de restaurants ont reçu chacun 10 millions \$ du Programme de protection des chèques de paie. Plus de 25 % des 500 milliards \$ d'aide sont allés à seulement 1 % des emprunteurs.

7 millions

Il y a 7 millions d'Américains de plus, soit environ 11 %, qui vivent maintenant dans la pauvreté qu'il y a des mois, lorsque le programme fédéral d'indemnisation du chômage en cas de pandémie de 600 \$ fonctionnait. (*NBC News*)

2,2 millions

Depuis janvier, 2,2 millions de femmes ont perdu ou quitté leur emploi ou ne cherchent plus de travail parce que les mères ont été obligées de choisir entre s'occuper de leurs enfants ou leurs emplois.

1,5 million

Les écoles ont perdu la trace de 400 000 élèves sur le nombre record de 1,5 million d'enfants sans-abri aux États-Unis pendant la pandémie. (Semaine de l'éducation)

1,4 million

Un million quatre cent mille enfants ont été testés positifs à la COVID-19. (Académie américaine de pédiatrie).

110 000

110 000 restaurants ont fermé définitivement, selon la National Restaurant Association.

106 000

Au moins 106 000 résidents et membres du personnel des foyers pour personnes âgées sont décédés de COVID-19 au début de décembre, soit environ 39 % de l'ensemble des décès signalés. (*NBC News*)

600 %

Les taux d'échec en mathématiques et en anglais ont récemment bondi de 600 % parmi les élèves à faible revenu de certains districts scolaires du Maryland. Les élèves des écoles primaires nationales accusent un retard considérable en mathématiques et les pourcentages peuvent même être pires parce qu'un grand pourcentage d'élèves n'étaient même pas présents lors du test. Plusieurs États signalent que beaucoup moins d'enfants se sont inscrits à l'école cet automne qu'il y a un an.

400 %

Les taux d'infection de COVID-19 sont 400 % plus élevés dans les prisons étatiques et fédérales que parmi le grand public et le taux de mortalité est plus de deux fois plus élevé. Commission nationale sur la COVID-19 et la justice pénale.

200 %

Le risque d'être exposé à la COVID-19 à l'épicerie est deux fois plus élevé dans les quartiers à faible revenu que dans les quartiers à revenu élevé.

37 %

Les Afro-Américains sont 37 % plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que les Blancs. Les Asiatiques sont 53 % plus susceptibles et les Hispaniques 16 %.

31 %

Il y a eu une augmentation de 31 % des visites aux urgences en santé mentale pour les enfants depuis le début de la pandémie et une augmentation totale de 24 % des visites aux urgences pour les enfants. (centres de contrôle et prévention des maladies)

16 %

Les demandes d'inscription aux collèges sont en baisse de 16 % pour les étudiants de première génération et les étudiants à faible revenu.

13

Dans 13 États, les prestations de chômage sont en dessous du seuil de pauvreté fédéral de 245 \$ par semaine selon le Bureau de la responsabilité gouvernementale.

(*Popular Resistance*, 11 décembre 2020. Photo : *Stimulus Checks or Strike*)